



Munich Personal RePEc Archive

Practical Solution for SMEs Financing Deficit in Cameroon

NGUENA, Christian L.

University of Yaounde 2 Soa

28 February 2013

Online at <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/49840/>
MPRA Paper No. 49840, posted 16 Sep 2013 13:06 UTC

« SOLUTIONS PRATIQUES AU DEFICIT DE FINANCEMENT DES PME AU CAMEROUN »¹

NGUENA Christian Lambert

Recherche en Micro et Macro-économie Appliquée (REMA)

Yaoundé, Cameroun

ABSTRACT

The role of small and medium enterprises (SMEs) in the fight against unemployment and economic activity stimulation is well established. Until today and due to lack of funding, Cameroon suffers of an unsustainable private sector constituted by SMEs at more than 90%; A situation which tends to increase with the advent of financial crisis. The survival of SMEs therefore commands the implementation of an effective funding mechanism, which is the cornerstone of their health and development. With this framework and based on a study we undertaken, this policy brief proposes different actions policy maker can take to solve the problem of funding deficit that suffered Cameroonian SMEs. As resume:

- The state should develop and maintain cleansing policy and facilitating SMEs financing mechanisms;
- The promoters of SMEs and entrepreneurs should challenge and correct their behavior detrimental to the search for funding;
- And finally, the financial institutions should, as the state, facilitating the process of SMEs financing.

Keywords: SMEs ; Financial institution ; Investment climate; External finance; Financial deficit; Asymmetric information.

JEL Classification: G21; G28; M2.

RESUME

Le rôle des PME dans la lutte contre le chômage et la relance de l'activité économique n'est plus à démontrer. Le Cameroun souffre jusqu'à nos jours d'un secteur privé à plus de 90% constitué de PME peu viable faute de financement ; Situation qui tend à s'accroître avec l'avènement des crises financières. L'essor des PME demande donc la mise en œuvre d'un mécanisme efficace pour leur financement, pierre angulaire de leur santé et épanouissement.

¹ Cite as follow: **Nguena, C.L., (2013), "Practical Solution to SMEs Financing Deficit in Cameroon", ICBE Policy Brief, Août 2013, N°=32.**

Ce travail est basé sur un rapport qui a bénéficié d'un appui financier du Fonds de Recherche sur le Climat d'Investissement et l'Environnement des Affaires (CIEA), une initiative conjointe entre TrustAfrica et le CRDI.

Fort de ce constat ce *policy brief* s'est inspiré d'une étude pour aboutir aux différentes actions générales suivantes que les acteurs dans le processus de financement peuvent prendre pour résoudre le problème de déficit de financement dont souffrent les PME du Cameroun :

- ✓ L'Etat devrait développer et maintenir une politique d'assainissement et de facilitation des mécanismes de financement des PME ;
- ✓ Les promoteurs des PME et entrepreneurs devraient remettre en cause et corriger leurs comportements avérés préjudiciables à la recherche de financement ;
- ✓ Et enfin les institutions financières devraient embrayer le pas à l'Etat en facilitant le processus de financement des PME.

1) INTRODUCTION

Les économistes et gestionnaires sont unanimes : le financement est au fonctionnement de la PME ce que l'essence est à la voiture. Résoudre le problème de financement dont souffrent les PME – qui constituent 90 % du secteur privé camerounais selon l'Institut National de la Statistique (INS, 2012) – s'avère indispensable à l'atteinte de l'objectif de faire du Cameroun un pays émergent en 2035 que s'est fixé le gouvernement. En effet, ce secteur est une importante source potentielle de la création de la richesse.

La quasi totalité des PME camerounaises ont pour dénominateur commun le déficit de financement. Actuellement selon les statistiques du Fonds Monétaire International (FMI, 2011), les banques de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) en général, du Cameroun en particulier, sont de plus en plus réticentes à l'octroi de crédits au secteur privé. De plus, il faut noter une prédominance des crédits à court terme, et la faible proportion relative des crédits à long terme, révélant la frilosité des banques commerciales à financer des projets inscrits dans le long terme.

Cette situation est renforcée par l'avènement des crises financières et bancaires qui est à l'origine du rationnement de crédits que connaissent les économies de la CEMAC.

Malgré des efforts louables, l'appui institutionnel¹ en matière de renforcement des capacités des PME reste faible. Si les PME possèdent des sources externes de financement diversifiées, cette diversité de sources de financement n'a malheureusement pas permis d'améliorer leur situation financière. La situation paradoxale de sous-financement des PME cohabitant avec un système bancaire surliquide montre que se focaliser sur le seul développement de l'arsenal de

financement potentiel des PME ne suffit pas à régler le problème de déficit de financement externe dont elles souffrent.

Toutefois, la solution consisterait à résoudre les problèmes au niveau de chaque acteur dans le processus de financement pour mieux huiler le mécanisme.

Trois principaux acteurs interviennent dans le processus de financement et la formation du coût du crédit : Les entrepreneurs, qui influencent la demande sur le marché du crédit ; Les établissements de crédit, qui décident de l'offre sur le même marché ; L'Etat, qui définit la fiscalité sur le crédit et qui a confié la fixation du prix des ressources auxquelles les banques accèdent dans le cadre des appels d'offres positifs à la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC) à travers sa politique monétaire.

Cette étude s'est donc intéressée à ce problème en questionnant d'un point de vue empirique le niveau de responsabilité des différents acteurs dans le déficit de financement dont souffrent les PME pour établir un socle de recommandations capitales à l'essor de cette catégorie d'entreprise. L'avènement des crises financières, dont la toute dernière en 2008, vient remettre au premier plan la nécessité de cette réflexion.

2) METHODE D'ANALYSE

La problématique de financement des PME camerounaises a été analysée :

- D'abord en mettant en avant une étude statistique des niveaux de responsabilités théoriques et pratiques des entrepreneurs et des différentes structures œuvrant dans le financement ;
- Ensuite, en effectuant une vérification économétrique de ce niveau de responsabilité à l'aide des données en coupes transversales issues de la base de données du JICA (Japan International Cooperation Agency), complétées par une enquêteⁱⁱ sur les procédures de financement des PME au Cameroun auprès des institutions concernées. Nous avons utilisé un modèle logit multinomial consistant à expliquer le déficit de financement externe des PME par un ensemble de potentiels facteurs.

3) PRINCIPAUX RESULTATS

En effet premièrement de l'analyse descriptive des données de notre enquête il ressort en général que les entrepreneurs adoptent des comportements indelicats liées à des conceptions et préjugés qui leurs sont préjudiciables lors de la recherche des financements notamment :

- *La culture et le dévouement aux conceptions religieuses des promoteurs des PME :*

Le faible niveau d'instruction, manque d'information et éloignement géographique ; L'ambition du contrôle total de la structure par le promoteur ; Le scepticisme de l'intérêt bancaire par la communauté musulmane.

➤ *Les réalités socio-économiques au Cameroun :*

L'indisponibilité des informations sur le fonctionnement de la PME ; L'exercice dans l'informel et/ou la clandestinité des PME ; L'absence d'un organigramme orthodoxe au sein de la PME ; La non appartenant aux syndicats et/ou association des PME.

Deuxièmement les institutions financières dans un contexte d'exposition aux crises financières et la recherche cardinale du profit sont confrontées à des problèmes tels que :

➤ *La faible mobilisation de la monnaie de crédit :*

Due à la concentration des activités bancaires dans les zones urbaines et l'insuffisance des produits financiers ; Aux niveaux et aux écarts entre les taux d'intérêt débiteurs et créditeurs ; A la faible transformation des dépôts bancaires ; A la préférence pour les crédits de court terme.

➤ *L'asymétrie d'information dans la relation Banque/PME renforcée par :*

Le faible apport en fonds propres et l'absence d'instruments de gestion de risque.

Par la suite de l'analyse économétrique en général nous sommes arrivés aux principaux résultats suivants:

- Les PME disposants des pièces comptables, demandant du crédit dont les tranches sont comprises entre 500.000 FCFA et 1.000.000 FCFA, constituées en propriété individuelle ou en GIC, acceptant de payer un intérêt de moins de 20 %, exerçant une activité commerciale, ayant un nombre élevé d'employés, sollicitant des emprunts de court terme ont plus de chance de bénéficier des financements externes;
- A l'opposé, Les PME ne disposant pas des documents comptables, demandant des tranches de crédit de plus d'1.000.000 FCFA, constituées en SARL ou SA, acceptant de payer un intérêt élevé, exerçant dans le secteur industriel, ayant un faible nombre d'employés, sollicitant les emprunts à moyen et long terme ont moins de chance d'en bénéficier.

En guise de récapitulatif l'on constate que tous les acteurs dans le processus de financement des PME sont chacun à des seuils différents responsables de la situation de déficit de financement qui prévaut ; Le contexte de l'étude qui est la crise financière vient renforcer ce problème. Les banques pourtant surliquides sont de plus en plus retissantes au financement des PME en ne facilitant pas toujours la tâche aux PME qui sollicitent leurs interventions, les

entrepreneurs ne s'investissent pas toujours de façon irréprochable dans la recherche des financements extérieurs et l'Etat n'exploite pas pleinement son pouvoir de régulateur.

4) RECOMENDATIONS DE POLITIQUE ECONOMIQUE

Nos précédentes investigations empiriques statistiques et économétriques sont à la base des recommandations suivantes concernant les principaux acteurs que sont l'Etat, les PME et les institutions financières.

➤ *Suggestions des mesures à prendre par l'Etat :*

A la lumière des résultats de notre étude empirique, l'Etat dans sa politique d'assainissement des mécanismes de financement des PME peut prendre les mesures suivantes :

➔ Limiter le volume du dossier à quelques pièces indispensables et décentraliser le lieu de constitution et de dépôt du dossier;

➔ Administrer les taux d'intérêt dans le but de les maintenir à un niveau bas ;

➔ Accélérer d'une part le fonctionnement effectif de la bourse des valeurs du Cameroun et du marché financier et d'autre part la motivation pour encourager les PME à se rendre sur ce marché par exemple par des séminaire de formation et d'information ;

➔ Organiser constamment et si possible gratuitement des séminaires de formations et de recyclage en recherche de financement pour le personnel des PME formelles ;

➔ Développer des manœuvres d'incitation au seins des PME à la tenue d'une comptabilité formelle et régulière avec l'aide des institutions telles que la Direction générale des impôts ;

➔ Créer des établissements financiers publics spécialisés dans le financement des PME en fonction du statut juridique, du type d'emprunt et du secteur d'activité.

➤ *Suggestions de conduite à tenir par les promoteurs des PME :*

Considérant les résultats de notre étude, il est souhaitable que les promoteurs de ces PME révisent leurs attitudes pour au moins bénéficier du doute de la part des banques. En effet :

❶ Des efforts doivent être effectués dans le sens de la décentralisation de la gestion de leur structure et du respect d'un organigramme qui organise les taches entre plusieurs individus;

❷ La gestion doit être orthodoxe avec la production des documents comptables qui constituent une pièce maîtresse lors de la recherche du financement ;

③ Le regroupement en syndicat pour permettre une meilleure expression des besoins et une constitution une source d'information, une véritable centrale de bilan et de risque permettant une meilleure évaluation du risque par les établissements financiers.

➤ *Suggestions de conduite à tenir par les institutions financières :*

En nous basant sur les résultats de notre étude empirique, nous recommandons aux banques, pour embrayer le pas à l'Etat en assainissant le circuit de financement des PME de :

➡ Eviter des méthodes d'évaluation des risques basée sur des préjugés mais plutôt orientées sur une étude objective des informations et des documents comptables produits par les PME ;

➡ Créer et offrir des produits financiers adaptés et attrayants aux types de PME ;

➡ Elaborer, définir et mettre en œuvre des stratégies permettant la mobilisation des dépôts à terme pour le financement des montants élevés et de long terme des PME du Cameroun.

➡ Développer au sein de la bourse des valeurs du Cameroun des segments attrayants, adapté et orienté aux besoins de financement des PME.

5) REFERENCE BIBLIOGRAPHIQUE SOMMAIRE

1) IMF/IFS Data base (2011). www.imf.org/external/data.htm

2) INS Data base (2012). www.statistics-cameroon.org/

3) MINPMEESA (2009), « *Etude sur la Formulation du Plan Directeur (M/P) pour le Développement des Petites et Moyennes Entreprises en République du Cameroun* », Rapport Final, Agence Japonaise de Coopération Internationale, Unico International Corporation, IDD-JR-08-069.

4) Nguena, C. L., (2013), « Le financement des PME au Cameroun dans un contexte de crise financière », CIEA-FR Rapport de recherche final.

http://mpa.ub.uni-muenchen.de/49417/1/MPRA_paper_49417.pdf

ⁱ En dehors des intermédiaires financiers, nous avons des structures étatiques nationales et internationales d'appui au financement des PME mises sur pied par les gouvernements. En effet, l'État a mis en place un ensemble de programmes et de structures tels que le Pajer-U (Programme d'Appui à la Jeunesse Rurale et Urbaine), le FONDECAM-PME (Fonds pour le Développement et le Financement des Activités des Petites et Moyennes Entreprises), le FNE (Fonds National de l'Emploi), le PIAASI (Programme Intégré d'Appui aux Acteurs du Secteur Informel), la SNI (Société Nationale d'Investissement) et tout dernièrement la création de la BC-PME (Banque Camerounaise des Petites et Moyennes Entreprises) et de la CARFIC (Cameroon Rural Financial Corporation). En plus de ces organismes nationaux, on dénombre divers organismes internationaux,

tels que l'Agence de la Francophonie – le programme FFS-PME (Fonds Francophone de Soutien à la PME), la SFI (Société Financière Internationale), l'Agence Française de Développement (AFD) et sa filiale Proparco, le FED (Fonds Européen de Développement), le CDI (Centre pour le Développement Industriel), la BEI (Banque Européenne d'Investissement), la BAD (Banque Africaine de Développement) et la BDEAC (Banque de Développement des États de l'Afrique Centrale).

ⁱⁱ En effet, une enquête a été menée auprès des PME et des banques commerciales des villes de Yaoundé et de Douala. Grâce à un questionnaire, nous avons de manière précise établi les sources de financement choisies par les PME par ordre de priorité, le degré de satisfaction procuré par ces sources de financement, le niveau d'information sur le marché financier, les raisons qui empêchent les PME d'accéder au marché financier, les caractéristiques des PME et les conditions des établissements financiers.